

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BFA/71
15 mars 2004

(04-1166)

Comité du budget, des finances et de l'administration

RAPPORTS DES RÉUNIONS TENUES LES 6, 11, 17, 19, 20, 26 ET 27 NOVEMBRE, ET LES 4 ET 5 DÉCEMBRE 2003¹

1. Le Comité du budget, des finances et de l'administration de l'OMC a tenu des réunions formelles et informelles les 6, 11, 17, 19, 20, 26 et 27 novembre et les 4 et 5 décembre 2003 sous la présidence de M. Joshua C. K. Law (Hong Kong, Chine). Le mandat et la composition du Comité sont indiqués dans le document WT/L/44/Rev.1. L'ordre du jour figurant dans les aérogrammes WTO/AIR/2206 et WTO/AIR/2206/Corr.1 a été adopté.

I. SECRÉTARIAT DE L'OMC ET ORGANE D'APPEL ET SON SECRÉTARIAT

A. RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET 2003 AU 31 OCTOBRE 2003

1. Un membre du Secrétariat a présenté le rapport sur l'exécution du budget au 31 octobre 2003 (CRP(03)45). Il a appelé l'attention des Membres sur l'excédent budgétaire global prévu, d'un montant de 549 020 FS. Des dépassements de crédits s'étaient produits principalement au titre des postes suivants: i) personnel temporaire, ii) entretien et assurance des bâtiments et installations, iii) bureautique, iv) assurance et services communs, et v) Fonds de fonctionnement des conférences ministérielles. Des sous-utilisations des crédits s'étaient produites principalement au titre des postes suivants: i) traitements et pensions et ii) Cours de politique commerciale. Des économies seraient réalisées en ce qui concerne le Centre du commerce international car l'augmentation prévue des traitements dans le cadre du régime commun des Nations Unies n'avait pas eu lieu. En outre, le Secrétariat a informé les Membres i) que les économies réalisées au titre des traitements étaient dues aux vacances de postes, et ii) que les économies réalisées au titre du Cours de politique commerciale étaient dues principalement à l'annulation d'un cours, qui n'avait pu être organisé comme prévu.

2. S'agissant des dépenses afférentes à la Conférence ministérielle, le Secrétariat a rappelé le principe général selon lequel le gouvernement hôte prend à sa charge tous les frais que le Secrétariat n'aurait pas à supporter si la Conférence se tenait à Genève. Il a rappelé aussi qu'un fonds de fonctionnement avait été établi pour les Conférences ministérielles, selon le même principe que le Fonds de fonctionnement de l'Organe d'appel, de sorte que l'on pouvait connaître les dépenses globales et leur montant exact.

3. Le Comité a pris note du rapport.

B. FONDS GLOBAL D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LE PROGRAMME DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT, 2004

4. Un membre du Secrétariat a présenté le document CRP(03)58, qui indique les coûts estimatifs du Plan d'assistance technique et de formation de l'OMC pour 2004, à savoir: i) le coût de la formation dispensée à Genève, ii) le coût des activités d'assistance technique et de formation

¹ Le présent rapport devrait être lu conjointement avec le document WT/BFA/70, qui contient les recommandations afférentes au présent rapport, et a été approuvé par le Conseil général le 16 décembre 2003.

organisées au niveau régional, iii) le coût des ateliers et symposiums organisés à Genève, et iv) le coût des autres partenariats. Il a aussi exposé la méthode employée pour calculer les coûts estimatifs. La mise en œuvre du Plan d'assistance technique et de formation de l'OMC pour 2004 serait financée par le budget ordinaire (5,4 millions de FS) et par le Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement (FGASPDD - 24 millions de FS). L'intervenant a présenté en outre le document WT/BFA/W/107, contenant le projet de recommandation relatif au FGASPDD pour 2004.

5. En réponse à une question, le Secrétariat a informé les Membres que le solde prévu du FGASPDD à la fin de 2003, d'un montant de 7 millions de FS, était basé principalement sur l'hypothèse: i) d'un retard dans l'exécution de certaines des activités planifiées, et ii) d'économies résultant d'un moindre taux de participation à certaines activités.

6. Voir la Recommandation II, figurant au paragraphe 3 du document WT/BFA/70.

C. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2004 ET 2005

7. Un membre du Secrétariat a présenté les prévisions budgétaires pour 2004 et 2005, figurant dans le document WT/BFA/SPEC/100. Il a informé le Comité que c'était la première fois que le Directeur général présentait un projet de budget biennal, portant sur deux années financières, conformément aux lignes directrices relatives à la budgétisation biennale (WT/BFA/W/105/Rev.1). Ce projet de budget répondait principalement aux préoccupations suivantes: i) dégager les ressources nécessaires pour pouvoir suivre au mieux le rythme des négociations, ii) dégager les ressources nécessaires pour gérer effectivement et efficacement le mécanisme de règlement des différends, tant au niveau des groupes spéciaux qu'à celui de l'Organe d'appel, iii) assurer des ressources suffisantes et prévisibles au Fonds de fonctionnement de l'Organe d'appel et pour la Conférence ministérielle, et iv) continuer à faire des efforts raisonnables et modérés pour faire en sorte que les ressources affectées au personnel temporaire correspondent aux besoins, qui sont par nature temporaires et variables.

8. Le Secrétariat a ensuite présenté brièvement le projet de budget, en mettant l'accent sur: i) l'augmentation des crédits pour les éléments statutaires, ii) la nécessité de reconstituer le Fonds de fonctionnement de l'Organe d'appel, iii) les ressources nécessaires pour la Conférence ministérielle, iv) l'augmentation des besoins en personnel temporaire, et v) la nécessité de créer 14 postes en 2004. Les prévisions budgétaires pour 2004 faisaient apparaître une augmentation globale d'environ 6,9 pour cent par rapport au budget 2003. Le projet de budget pour 2005 affichait une augmentation globale de 4,85 pour cent par rapport aux ouvertures de crédits proposées pour 2004, tenant compte i) des éléments statutaires, ii) du risque d'inflation, iii) des crédits additionnels alloués aux services linguistiques (traduction et production des documents, et réunions), iv) de l'augmentation du budget du CCI, et v) de la création de neuf postes et demi.

9. Le Secrétariat a informé les Membres qu'il avait été restructuré en partie de la façon indiquée dans le rapport du consultant en ressources humaines. Le nombre de divisions avait été ramené de 24 à 21 grâce au regroupement de certaines divisions. La Direction générale avait décidé d'encourager les départs à la retraite anticipés dans certains cas. En outre, le Secrétariat a appelé l'attention du Comité sur deux problèmes en matière de promotion: i) le nombre limité de reclassements annuels, et ii) la promotion à la classe 11 pour des postes qui n'étaient pas des postes de directeur.

10. Les Membres ont noté que l'augmentation proposée dans le projet de budget était considérable et qu'il leur serait difficile d'accueillir favorablement la proposition de créer 14 postes en 2004, et ils ont mis en doute la nécessité de certains de ces postes. Ils ont suggéré d'étudier de plus près la possibilité de répondre à ces besoins en utilisant ou en redéployant les effectifs actuels. Ils ont insisté sur les contraintes financières auxquelles de nombreux gouvernements étaient confrontés et ont estimé

que les incertitudes quant au programme de travail en 2004 rendaient difficile d'accepter l'augmentation proposée des ressources. Certains Membres ont demandé des précisions sur i) la justification des nouveaux postes envisagés, ii) les économies résultant des mesures visant à accroître l'efficacité, iii) les dépenses par secteur pour la précédente Conférence ministérielle, iv) les données utilisées pour calculer l'augmentation des traitements, et v) les données utilisées pour calculer le montant des ressources proposées pour le personnel temporaire.

11. Comme cela lui avait été demandé, le Secrétariat a établi et distribué les documents CRP(03)47 et Corr.1 et CRP(03)48, contenant des renseignements, respectivement, sur les nouveaux postes proposés pour 2004 et 2005 et sur les mesures prises pour maîtriser les dépenses et accroître l'efficacité. Des Membres ont jugé que le document CRP(03)48 était utile et ont demandé que des renseignements analogues, accompagnés, si possible, de données chiffrées sur les économies réalisées, soient fournis à l'avenir dans la présentation des projets de budget. Certains Membres ont suggéré de rendre systématiques et d'institutionnaliser les mesures à prendre pour faire des économies et accroître l'efficacité. D'autres ont proposé que le Secrétariat procède à un examen des documents distribués sur support papier.

12. Le Secrétariat a informé le Comité que les six nouveaux postes approuvés en 2003 étaient attribués aux divisions suivantes: i) Division de l'administration et des services généraux, ii) Division du développement, iii) Division de la propriété intellectuelle, iv) Division des affaires juridiques, v) Division de l'accès aux marchés, et vi) Division du commerce et des finances. En outre, le Secrétariat proposerait au Directeur général de créer un comité directeur chargé d'examiner et de suivre les mesures prises pour faire des économies et accroître l'efficacité. Par la suite, des réunions informelles ont eu lieu, au cours desquelles les directeurs des divisions ont présenté leurs demandes respectives concernant les nouveaux postes mentionnés dans le document CRP(03)47/Rev.1.

13. Le Comité a procédé ensuite à l'examen détaillé, poste par poste, des prévisions budgétaires pour 2004 et 2005. Le Secrétariat a informé les Membres que: i) l'allocation proposée au titre des frais d'assurance maladie était fondée sur des données laissant prévoir une augmentation de 12 pour cent des primes, ii) comme en 2003, 25 reclassements étaient prévus en 2004, iii) la consolidation proposée des postes temporaires était basée sur le nombre de personnes ayant quatre années consécutives de service, iv) le profil du personnel avait été réévalué au cours des dernières années, ce qui avait conduit à une réduction des crédits proposés, v) les incidences financières du Système de primes liées au comportement professionnel avaient été prises en compte dans le projet de budget pour 2004, et vi) le réajustement des traitements en 2004 était fondé sur la méthode adoptée en 2003.

14. Le Secrétariat a ensuite donné d'autres renseignements sur les points suivants: i) estimations des ressources budgétaires ordinaires consacrées à l'assistance technique (CRP(03)49), et pourcentage du temps de travail consacré à cette activité dans chaque division (CRP(03)57), ii) comparaison des dépenses afférentes aux Conférences ministérielles (CRP(03)51), iii) données statistiques sur l'utilisation de la bibliothèque de l'OMC (CRP(03)52), iv) personnel temporaire, v) honoraires des membres de l'Organe d'appel (CRP(03)54), vi) nouveaux postes proposés pour 2004-2005 (CRP(03)55), et vii) état du personnel temporaire (CRP(03)56).

15. À la suite des discussions, le Secrétariat a présenté les prévisions budgétaires révisées pour 2004-2005 (documents CRP(03)59 et Add.1 et 2 et CRP(03)61). Les prévisions révisées pour 2004 faisaient apparaître une augmentation globale de 4,9 pour cent par rapport au budget approuvé pour 2003. Cette augmentation était liée: i) aux augmentations statutaires, ii) à la reconstitution du Fonds de fonctionnement de l'Organe d'appel, iii) à la création de deux nouveaux postes et à la consolidation de six postes initialement inclus dans les nouveaux postes, iv) à la Conférence ministérielle, v) à d'autres augmentations, et vi) au CCI. Les prévisions révisées pour 2005, établies sur la base des prévisions révisées pour 2004, faisaient apparaître une augmentation de 4,6 pour cent et tenaient compte de la suppression du facteur inflation.

16. Les Membres ont souligné la nécessité de redéployer les ressources existantes dans les domaines prioritaires, au lieu de chercher à mobiliser de nouvelles ressources, même en cas d'accroissement de la charge de travail. Ils ont demandé à être informés de l'affectation des deux nouveaux postes proposés, tout en reconnaissant que leur affectation était une prérogative du Directeur général.

17. Le Secrétariat a présenté ensuite un deuxième projet révisé (document CRP(03)63), limitant l'augmentation globale pour 2004 à 4,4 pour cent par rapport au budget approuvé pour 2003, et prévoyant pour 2005 une augmentation de 3,11 pour cent par rapport à la deuxième révision des prévisions budgétaires pour 2004. Cette dernière prévoyait une réduction supplémentaire résultant: i) du nombre de postes vacants, et ii) du report du remplacement du matériel informatique.

18. Les Membres ont accepté la deuxième révision du projet de budget pour 2004-2005. Deux Membres ont demandé que leurs déclarations soient consignées au procès-verbal de la réunion; le texte de ces déclarations figure dans les annexes I et II du présent rapport.

19. En conclusion, le Président a noté que les Membres i) avaient estimé que, compte tenu des incertitudes quant à la charge de travail future et au rythme des négociations, le budget 2005 devrait être réexaminé à fond dans le cadre de l'examen intermédiaire prévu dans les lignes directrices relatives à la budgétisation biennale, ii) avaient soulevé le problème des ressources propres de leurs gouvernements, qui étaient plus limitées que dans le passé, et iii) avaient jugé nécessaire de renforcer les mesures axées sur l'efficacité, la rentabilité et la rationalisation à l'OMC.

20. Le Comité a accueilli avec satisfaction les documents établis par le Secrétariat concernant les mesures prises pour maîtriser les dépenses et accroître l'efficacité à l'OMC, et a demandé que ces renseignements, assortis de données chiffrées plus détaillées sur les économies réalisées, fassent désormais partie intégrante du document contenant le projet de budget. Il a souhaité en outre avoir des renseignements sur l'établissement, au sein du Secrétariat de l'OMC, d'un comité directeur qui serait chargé d'examiner en permanence les possibilités de réduction des dépenses. En outre, il suivrait l'élaboration d'un programme visant à restreindre l'utilisation de documents sur support papier.

21. En ce qui concernait les ressources en personnel, le Comité a noté que le Directeur général tiendrait compte des vues exprimées par les Membres, en particulier au sujet du poste proposé pour la Division des règles, et informerait le Comité de sa décision concernant l'attribution des deux nouveaux postes prévus en 2004 dès qu'il l'aurait prise. De plus, le Comité apprécierait de nouvelles initiatives concernant les efforts faits par le Directeur général en matière de redéploiement des ressources, de sous-traitance et de rationalisation structurelle, et la question du contrôle des postes temporaires de longue durée. Le Comité a noté que le Directeur général ferait rapport sur cette question au début de 2004.

22. Voir la Recommandation IV, figurant aux paragraphes 5 et 6 du document WT/BFA/70.

II. CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL CNUCED/OMC

A. EXÉCUTION DU BUDGET AU 30 SEPTEMBRE 2003

23. Le Directeur exécutif adjoint du Centre du commerce international CNUCED/OMC (CCI) a présenté le document ITC/BUD/46. Il a appelé l'attention des Membres sur le fait que le montant global du solde prévisionnel en fin d'année s'élevait à 748 523 FS, ce qui représentait 97,56 pour cent des prévisions budgétaires approuvées pour 2003. Les économies réalisées résultaient des fluctuations du cours du dollar EU par rapport au franc suisse, qui s'étaient traduites par une diminution du montant en francs suisses des dépenses du CCI effectuées en dollars EU (liées

principalement aux pensions). De plus, les dépenses communes de personnel et les dépenses afférentes aux postes ont diminué du fait des économies réalisées grâce au recrutement de personnel à court terme en attendant que les postes vacants soient pourvus. Ces économies étaient contrebalancées en partie par une augmentation des dépenses au titre des contributions aux activités conjointes, due à l'augmentation par rapport au budget des charges prélevées par l'Office des Nations Unies à Genève au titre des dépenses afférentes à la mise en œuvre du Système intégré de gestion (SIG).

24. En réponse à des questions, le Directeur exécutif adjoint a informé le Comité qu'il était fait appel à du personnel temporaire principalement pour faire face à la charge de travail dans les cas suivants: i) périodes de pointe, ii) congés de maladie et iii) congés de maternité.

25. Le Comité a pris note du rapport.

B. PROJET DE BUDGET - PROGRAMME ORDINAIRE DU CCI POUR 2004 ET 2005

26. Le Directeur exécutif adjoint du CCI a présenté le document ITC/BUD/47. Il a fait observer que l'incidence des activités supplémentaires prescrites dans la Déclaration de Doha n'avait pas été prise en compte dans le budget du CCI pour 2002-2003, qui avait été approuvé par l'ONU avant la Conférence ministérielle de Doha. Le budget prévisionnel du CCI s'établissait à 32 486 000 FS pour 2004 et à 32 848 400 FS pour 2005, ce qui représentait une augmentation totale de 3 963 700 FS par rapport à l'exercice biennal 2002-2003. Pour 2004, la contribution de l'OMC s'élèverait à 16 125 250 FS, soit une augmentation nominale de 5,9 pour cent par rapport à 2003. L'augmentation prévue était due principalement: i) à la création de six postes d'administrateur, dont trois postes P-4, deux postes P-3 et un poste P-2, et de cinq postes de la catégorie des services généraux; et ii) à trois reclassements, de P-4 à P-5 dans deux cas, et de P-2 à P-3 dans le troisième cas. À cet égard, il a appelé l'attention des Membres sur la recommandation que le Comité consultatif des Nations Unies pour les questions administratives et budgétaires avait faite à l'Assemblée générale des Nations Unies, lui demandant d'accepter: i) la création de quatre postes d'administrateur au lieu des six qui étaient demandés, ii) la création de trois postes de la catégorie des services généraux au lieu des cinq qui étaient demandés, et iii) le reclassement des trois postes. L'Assemblée générale ne s'était pas encore prononcée.

27. Le Comité a procédé à un examen des prévisions budgétaires, poste par poste. Le CCI l'a informé que, depuis la Déclaration de Doha, la charge de travail avait considérablement augmenté et que les ressources du CCI étaient utilisées au maximum. À la demande des Membres, le CCI a présenté par la suite les documents suivants: i) ITC.CRP(03)01, sur les mesures prises pour maîtriser les dépenses et accroître l'efficacité au CCI, et ii) ITC.CRP(03)02, sur les renseignements supplémentaires fournis au CCQAB et à la cinquième Commission des Nations Unies au sujet du projet de budget du CCI pour 2004-2005.

28. Au cours d'une réunion informelle tenue ultérieurement, les directeurs des différents services du CCI qui avaient demandé la création et le reclassement de postes ont donné de plus amples renseignements à ce sujet.

29. Voir la Recommandation I, figurant aux paragraphes 1 et 2 du document WT/BFA/70.

III. AUTRES QUESTIONS

A. MISES À JOUR ADMINISTRATIVES ET RAPPORTS DE SITUATION

30. Un membre du Secrétariat a présenté l'état de la trésorerie et des arriérés de contributions au 31 octobre 2003, le rapport de situation concernant les paiements par tranches des arriérés, la

contribution des pays ayant le statut d'observateur au coût des services fournis par le Secrétariat, et le rapport sur le mécanisme visant à faciliter le paiement des arriérés antérieurs à 1988. Au 31 octobre 2003, le montant total des contributions versées par les Membres était de 120 566 878 FS. Un Membre avait fait un versement depuis le 31 octobre 2003. Les contributions versées par les observateurs auprès de l'OMC pour couvrir le coût des services fournis par le Secrétariat s'élevaient à 550 434 FS au 31 octobre 2003. Le fonds de roulement s'établissait à 9 009 577 FS. L'attention des Membres a été appelée sur l'état de la trésorerie à la fin d'octobre, laquelle serait tout juste suffisante pour couvrir les frais de l'Organisation pendant le mois de novembre. L'OMC avait grand besoin que les Membres versent leurs contributions pour pouvoir fonctionner pendant les mois suivants. Les Membres ayant des arriérés de contributions étaient priés instamment d'effectuer des versements dans les meilleurs délais.

31. Une délégation a fait observer que certains Membres inclus dans la catégorie IV n'avaient fait aucun versement depuis quelques années et a demandé au Secrétariat d'appeler leur attention sur l'obligation de liquider les arriérés. Le Secrétariat a indiqué que des lettres de rappel étaient envoyées deux fois par an aux Membres concernés.

32. Un autre membre du Secrétariat a présenté le document CRP(03)42. Les services d'un consultant avaient été retenus pour aider la Section des ressources humaines à préparer un programme de travail pour 2004 et 2005. Le Comité de gestion du régime des pensions se réunirait le 12 novembre 2003 pour finaliser son rapport annuel pour 2002 et pour approuver le projet de contrat pour le poste d'analyste financier/conseiller en placements. En outre, le Secrétariat envisageait de se doter d'un outil de recrutement en ligne pour faciliter le traitement des candidatures.

33. Certains Membres ont dit qu'ils souhaitaient recevoir davantage d'informations sur la situation du régime des pensions, ainsi que sur le système de primes liées au comportement professionnel. Plusieurs Membres ont rappelé les délibérations sur la méthode d'ajustement des traitements qui avaient eu lieu en début d'année et ont souligné la nécessité de développer ce système.

34. Un membre du Secrétariat a présenté les documents CRP(03)43 et 46, et le document WT/BFA/SPEC/103. Il a appelé l'attention des Membres sur le Fonds de soutien aux programmes (document WT/BFA/SPEC/103), qui était déficitaire, et il a indiqué que le Secrétariat allait suivre l'évolution de la situation. Les dépenses mentionnées dans le document WT/BFA/SPEC/103 englobaient les dépenses effectuées et les dépenses engagées pour les activités planifiées jusqu'à la fin de l'année. Les activités supplémentaires qui pourraient encore être entreprises en novembre et décembre 2003 seraient principalement des activités nationales, qui ne devraient pas entraîner des frais additionnels importants par rapport aux chiffres présentés dans les documents susmentionnés. En ce qui concernait le Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement (FGASPDD), un Membre avait fait un versement depuis la finalisation du document CRP(03)43. Compte tenu du solde disponible à la fin de 2002, des contributions annoncées initialement pour 2002 à percevoir en 2003 et des annonces de contributions pour 2003, le Fonds avait enregistré en 2003 des annonces de contributions d'un montant total de 23,8 millions de FS. En ce qui concernait la trésorerie, le Fonds présentait un solde non engagé de 3,2 millions de FS au 31 octobre 2003.

35. Le Comité a pris note des rapports et des diverses observations formulées.

B. PROJET/PLAN DE TRAVAIL PROVISOIRE DU COMITÉ DU BUDGET POUR 2004

36. Le Président s'est référé au document CRP(03)44, qui proposait une liste de questions à examiner en 2004. Aucune date n'était indiquée car la date de réunion du Conseil général n'avait pas encore été fixée. Le Président a indiqué que, s'il apparaissait nécessaire au cours de l'année de tenir un plus grand nombre de réunions, ou d'examiner d'autres questions, il en serait tenu compte dans le

calendrier proposé. Le plan de travail serait réexaminé au début de l'année prochaine, et des dates seraient proposées.

37. Le Comité a pris note du projet de plan de travail pour 2004.

C. LETTRE DU PRÉSIDENT DE L'ORGANE D'APPEL

38. Le document CRP(03)50, contenant le texte d'une lettre du Président de l'Organe d'appel au Président du Comité concernant le réajustement proposé de la rémunération des membres de l'Organe d'appel, a été distribué aux Membres. Mais, en raison du manque de temps, cette question serait examinée plus avant en 2004.

D. EXAMEN DES DIRECTIVES CONCERNANT LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PROVENANT DE DONATEURS NON GOUVERNEMENTAUX

39. Le Président a rappelé que le Comité avait examiné cette question en septembre 2003. Certains Membres avaient alors suggéré que le processus d'acceptation des contributions volontaires pourrait être rationalisé et que le Comité pourrait examiner les critères d'acceptation des donations volontaires. Il a été décidé que la question serait examinée plus avant en 2004.

E. ANNEXE DE L'OMC

40. Le Président a rappelé que le Conseil général avait approuvé, le 19 décembre 2001, la recommandation du Comité tendant à autoriser le Directeur général à lancer, en coopération avec les autorités suisses, une étude d'avant-projet afin d'établir le plan du bâtiment et de finaliser l'enveloppe financière nécessaire à sa réalisation. Le Secrétariat a présenté le document CRP(03)62, qui a été ultérieurement redistribué sous la cote WT/BFA/SPEC/104, et il a indiqué que le projet "Golden Eye", dont le coût pourrait être couvert par le budget de 50 millions de FS, avait été retenu pour la construction de l'annexe de l'OMC.

41. Voir la Recommandation III, figurant au paragraphe 4 du document WT/BFA/70.

ANNEXE I

DÉCLARATION DU ROYAUME-UNI AU SUJET DU BUDGET 2004

Le Royaume-Uni est en mesure de confirmer qu'il accepte une augmentation du budget de l'OMC de 4,4 pour cent pour 2004 et de 3,11 pour cent pour 2005.

Nous notons que ces augmentations font suite à une augmentation de 8 pour cent en 2003 et à un accroissement d'environ 30 pour cent des ressources allouées à l'OMC depuis 1998. Durant la même période, la plupart des organisations internationales basées à Genève ont enregistré une croissance zéro de leur dotation en termes réels ou nominaux. Nous reconnaissons que la charge de travail de l'OMC s'est accrue, mais nous regrettons que l'Organisation n'ait pas fait davantage pour répondre à ces besoins additionnels en redéployant les ressources existantes dans les domaines prioritaires. C'est là une nécessité quotidienne pour la plupart des gouvernements - à commencer par ceux des pays en développement - dont les contributions financent l'Organisation.

Le Royaume-Uni prie le Secrétariat de tenir compte des observations faites par de nombreuses délégations concernant la nécessité de faire l'an prochain de réels efforts pour redéployer les ressources, au lieu de demander chaque année aux Membres des ressources supplémentaires, qu'ils sont de moins en moins à même de fournir.

ANNEXE II

Déclaration concernant le budget biennal faite par la délégation de la Chine
au Comité du budget, des finances et de l'administration de l'OMC
(5 décembre 2003)

Monsieur le Président,

La délégation de la Chine a rendu compte hier à son gouvernement de la teneur de nos discussions et de l'opinion du Comité. Le gouvernement chinois reste très préoccupé par la question de la création ou de la consolidation de postes, et par la transformation, depuis des années, de postes temporaires de la catégorie des services généraux en postes permanents. Cela aura assurément une incidence à long terme sur le budget du Secrétariat et sur la charge financière supportée par les Membres.

Le gouvernement chinois estime qu'il n'est pas opportun que le Secrétariat de l'OMC augmente considérablement ses effectifs, de quelque façon que ce soit, alors que de nombreux gouvernements Membres et de nombreuses organisations intergouvernementales réduisent les leurs. Il faudrait remédier effectivement à la situation qui prévaut à l'OMC à cet égard.

Pour répondre aux préoccupations de ma délégation et d'autres Membres, le Secrétariat a promis de présenter aux Membres des propositions spécifiques pour examen à la première réunion du Comité en 2004. Cela étant entendu, Monsieur le Président, mon gouvernement a donné pour instruction à ma délégation de s'associer au consensus sur le projet de budget révisé présenté par le Secrétariat pour 2004.

S'agissant du projet de budget révisé pour 2005, nous croyons comprendre que les délégations devront l'examiner de plus près lors de l'examen intermédiaire du budget biennal, afin de déterminer si un nouvel ajustement est nécessaire. Cet examen intermédiaire aura lieu au cours du deuxième semestre de 2004. C'est seulement à ce moment qu'une décision finale pourra être prise au vu des événements et de l'évolution de l'Organisation.

Je souhaite que cette déclaration soit consignée au procès-verbal de la réunion.

Merci, Monsieur le Président.
